



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LOIR-ET-CHER

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Blois, le 29 avril 2013

Unité Territoriale de Loir et Cher

Etablissement concerné :
S.I.E.O.M. du groupement de MER
Sur la commune de
Vernou-en-Sologne

Rapport de l'Inspection des Installations Classées

à

**Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher
(DDCSPP – Service Protection de l'Environnement)**

**Installation d'incinération de déchets exploitée par le S.I.E.O.M.
groupement de MER sur la commune de Vernou-en-Sologne.**

I- Présentation du S.I.E.O.M. groupement de MER (site de Vernou-en-Sologne) :

Le S.I.E.O.M. groupement de MER exploite une installation d'incinération de déchets sur le territoire de la commune de Vernou-en-Sologne.

Les installations exploitées par le syndicat SIEOM du groupement de MER sont dimensionnées pour le traitement de 9500 tonnes d'ordures ménagères et 3000 tonnes de déchets industriels banals par an. Elles comprennent une ligne d'incinération constituée :

- d'un four rotatif à circulation de déchets à contre courant des gaz chauds et soufflage de l'air sous les déchets d'une capacité de 2,3 t/h à 7120 kJ/kg ;
- d'une chaudière de récupération à vapeur de 4,2 t/h ;
- d'un procédé de traitement des fumées par voie sèche comportant :

- une injection de chaux,
- un filtre à manches d'une surface de 500 m²,
- un ventilateur de tirage,
- une cheminée.

II- Situation administrative de l'installation :

L'arrêté préfectoral n°04-1679 du 30/04/2004 réglemente cette installation, qui relevait de la nomenclature des installations classées sous les rubriques suivantes:

N° de la rubrique	Désignation de l'activité ou des installations	Régime*	Observations
322.B.4	Traitement des ordures ménagères par incinération	A	12500 t/an dont les 3000 t/an de déchets industriels banals
322.B.4	Traitement par incinération de déchets industriels banals	A	3000 t/an
2910 A.2	Installation de combustion consomme exclusivement gaz naturel, GPL, FOD, etc..	D	3,6 MW

Du fait des modifications de la nomenclature induites par le décret 2010-369 du 13 avril 2010, le site est désormais autorisé sous les rubriques suivantes :

N° de la rubrique	Désignation de l'activité ou des installations	Régime*	Observations
2771	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux	A	12500 t/an comprenant des ordures ménagères et des déchets industriels banals (maximum de DIB: 3000 t/an), pour une capacité horaire de 2,3 t/h
2910 A.2	Installation de combustion, consommant uniquement du gaz naturel, GPL, FOD...	DC	3,6 MW

* Autorisation : A , Déclaration à Contrôle périodique : DC, D : Déclaration

III- Modifications de l'arrêté préfectoral n°04-1679 du 30/04/2004 :

L'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux a été modifié par arrêté ministériel du 3 août 2010.

Ces modifications concernent principalement l'obligation :

- de mettre en place une mesure en semi-continu des dioxines et furannes à compter du 1^{er} juillet 2014 ;
- de mettre en place une mesure en continu de l'ammoniac pour les installations mettant en œuvre un dispositif de traitement des oxydes d'azote par injection de réactifs azotés, ce qui n'est pas le cas de la présente installation ;
- de fixer dans les arrêtés préfectoraux des installations, les valeurs limites à l'émission sur les flux polluants dans les rejets gazeux ;
- de mesurer la performance énergétique de l'incinérateur.

Conformément à la note d'instruction du 28 février 2011, établie par la direction générale de la prévention des risques, le calcul des flux maximaux journaliers a été effectué en tenant compte des résultats des mesures d'autosurveillance et des contrôles semestriels des rejets des cinq dernières années, majorés des intervalles de confiance définis par l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 susvisé.

Le projet d'arrêté préfectoral prend en compte l'ensemble de ces modifications. Les échéances correspondant à l'application de l'arrêté ministériel du 3 août 2010 sont prescrites à l'article 11 du projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

IV- Conclusion et proposition de l'inspection des installations classées

Au vu des éléments précités, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet du Loir-et-Cher un projet d'arrêté préfectoral complémentaire qui est joint en ce sens en annexe du présent rapport.

Conformément aux dispositions de l'article R.512-31 du Code de l'environnement, le projet d'arrêté préfectoral complémentaire doit être soumis aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CoDERST).

Pour le Directeur Régional
Le Chef de l'Unité Territoriale de Loir-et-Cher
Inspecteur des Installations Classées

